

DECISION DCC 17-189 DU 05 SEPTEMBRE 2017

Date : 05 septembre 2017

Requérant : Mohamed DOUGHAN

Contrôle de conformité

Audition : (abus de confiance)

Convocation

Conformité

La Cour constitutionnelle,

Saisie d'une requête du 18 avril 2017 enregistrée à son secrétariat le 19 avril 2017 sous le numéro 0695/091/REC, par laquelle Monsieur Mohamed DOUGHAN forme un recours pour dénoncer la violation de ses droits humains ;

VU la Constitution du 11 décembre 1990 ;

VU la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Oùï le Professeur Théodore HOLO en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

CONTENU DU RECOURS

Considérant que le requérant expose : « ...Je viens par cette plainte vous faire part des difficultés que je rencontre depuis le 14 avril 2017, à Cotonou, en tant que commerçant, avec le nommé Cyrille AKE.

...Je n'ai aucun contrat qui me lie à Monsieur AKE. Il n'est qu'un simple ami à mon employé. Monsieur AKE s'est installé juste à côté de notre parc d'automobiles... Mais, force est de constater

que Monsieur AKE monte mon employé contre ma...personne. Cela s'est concrétisé par la convocation du 14 avril 2017 que j'ai reçue de la direction du travail pour m'y présenter le même jour à quinze heures (15h).

Arrivé sur les lieux, grande a été ma surprise de constater que c'est mon employé avec qui je n'ai aucun différend et Monsieur AKE qui m'ont convoqué. Nous avons discuté avec le directeur de la main-d'œuvre et avons convenu de nous revoir le mardi 17 avril 2017 à la main-d'œuvre de Cotonou à 15 heures.

...En quittant la direction de la main-d'œuvre vers les quinze heures trente minutes (15 h 30) le 14 avril 2017, j'ai reçu deux convocations venant de la brigade des recherches de Cotonou pour m'y présenter le même jour...à dix-sept heures (17h). Je n'ai pas honoré ce rendez-vous de la Gendarmerie. A ma grande surprise, étant en ville, vers les dix-huit heures (18h), mon petit frère m'appela pour me signaler la présence de deux (02) gendarmes...dans ma maison, assis dans mon salon.

... A vingt heures (20h), j'ai reçu un coup de fil venant du +229 21 31 47 02 d'un gendarme qui me menaçait de mort. A 20 heures 20 minutes, le même gendarme me rappela avec le +229 97... Juste quelques minutes après le coup de fil du gendarme, Monsieur Cyrille AKE m'appela aussi pour me menacer de mort ...Depuis cette chaîne d'évènements, je ne me sens plus en sécurité et je passe tous mes jours maintenant à l'hôtel, hors de ma maison » ; qu'il conclut : « ...Vous voyez combien les droits humains sont bafoués ? Je vous saurais gré d'enregistrer ma plainte afin de donner à cette affaire sa suite légale et de faire valoir mes droits » ; qu'il joint à sa requête diverses pièces ;

INSTRUCTION DU RECOURS

Considérant qu'en réponse à la mesure d'instruction diligentée par la haute juridiction, le chef de la section des recherches de Cotonou du groupement régional Sud de la Gendarmerie nationale du Bénin, le capitaine Hatodé Fiacre BEHANZIN, écrit : « ...Le sieur Mohamed DOUGHAN n'a jamais reçu téléphoniquement des menaces de mort d'un gendarme de mon Unité.

En effet, dans la soirée du jeudi 13 avril 2017, le maréchal des logis-chef Fernand BOSSOU, un de mes collaborateurs, m'a rendu compte de la plainte n° 663/2017 de Monsieur Cyrille AKE contre Monsieur Mohamed DOUGHAN, un ressortissant libanais, pour abus de confiance portant sur une somme de six millions cinq cent mille (6.500.000) francs CFA. Dans sa lettre plainte, le plaignant soupçonne le mis en cause de vouloir quitter le territoire national pour se rendre au Liban. J'ai instruit mon collaborateur de lui adresser une convocation aux fins de vérifier le contenu de cette lettre plainte. Le sieur Mohamed DOUGHAN a reçu deux convocations le 14 avril 2017 pour se présenter à 10 heures et à 17 heures. Mais, il n'a répondu à aucune de ces convocations. J'ai donc ordonné le même jour un déplacement, à 17 heures 30 minutes, à son domicile du moment où le plaignant insiste qu'il devrait quitter le territoire national. Arrivés sur les lieux, c'est son grand frère Ali DOUGHAN, répondant au numéro de téléphone 96 54..., qui a reçu les agents, en leur signifiant que son frère, Mohamed DOUGHAN, vit à Calavi et qu'il ne pourrait pas prendre la convocation en son nom. A la suite de cette déclaration, et voulant me rendre compte de la situation, le maréchal des logis chef Fernand BOSSOU m'a joint téléphoniquement avec le numéro de Monsieur Ali DOUGHAN. C'est ainsi que j'ai demandé à l'officier de police judiciaire en charge du dossier de replier au siège de la section recherches de Cotonou.

De l'analyse de la plainte de Monsieur Mohamed DOUGHAN, il ressort clairement que c'est de la pure machination. Tout d'abord, aucune ligne téléphonique de mon Unité n'est inscrite sur le numéro 21 31 47 02. Le seul qui ait connu du dossier, le maréchal-des-logis chef Fernand BOSSOU, ne reconnaît pas avoir appelé le sieur Mohamed DOUGHAN. Ensuite, le numéro de téléphone portable 97..., c'est le mien. Je précise...que je n'ai pas appelé le numéro de Monsieur Mohamed DOUGHAN. Je suis convaincu qu'il s'est servi du fait que le maréchal des logis chef BOSSOU m'a joint par le numéro de son grand frère pour vous communiquer mon numéro dans sa lettre plainte... Enfin, ...même si nous devrions appeler Monsieur Mohamed DOUGHAN dans le cadre d'une enquête ouverte dans notre Unité, l'éthique et la déontologie de notre profession ne nous permettent de proférer ni menaces ni injures aux justiciables.

Par ailleurs, Monsieur Mohamed DOUGHAN, après avoir introduit à votre niveau une plainte...le 18 avril 2017, a définitivement soldé le lendemain, c'est-à-dire le 19 avril 2017, la somme objet de la plainte du sieur AKE... En conséquence, il est bel et bien conscient des faits objet de la lettre plainte déposée par le sieur AKE dans mon Unité.

Au bénéfice de tout ce qui précède, je suis persuadé que le sieur DOUGHAN cherche des prétextes pour se soustraire à la plainte formulée à son encontre. En tout état de cause, il y a plusieurs manières de vérifier s'il a été réellement joint téléphoniquement par les numéros qu'il a mentionnés dans sa lettre plainte. D'ores et déjà, je suis à votre entière disposition pour tout débat contradictoire dans le but de la manifestation de la vérité dans ce dossier... » ; qu'il joint aussi à sa réponse certaines pièces ;

Considérant qu'en réponse à une mesure d'instruction complémentaire, le chef de la section des recherches de Cotonou du groupement régional Sud de la Gendarmerie nationale a fait tenir à la Cour une copie de l'extrait de la main-courante comportant la mention de la plainte de Monsieur Cyrille AKE contre le requérant du 13 avril 2017 ;

Considérant que Monsieur Cyrille AKE de son côté, invité par téléphone, à défaut d'adresse postale inscrite au dossier, à se présenter à la Cour pour le retrait de la mesure d'instruction qui lui était adressée, a indiqué ne pas être intéressé et ne s'y est pas présenté ;

ANALYSE DU RECOURS

Considérant qu'il ressort des éléments du dossier qu'à la suite de la plainte de Monsieur Cyrille AKE contre Monsieur Mohamed DOUGHAN pour abus de confiance, ce dernier a été convoqué à la section des recherches de Cotonou du groupement régional Sud de la Gendarmerie nationale du Bénin ; que cette convocation qui s'inscrit dans le cadre d'une procédure judiciaire n'est pas

arbitraire ;

Considérant que par ailleurs, aucun élément du dossier ne permet d'attester des faits de menaces de mort évoqués en l'espèce par le requérant sur sa personne ; qu'en conséquence, il échet pour la Cour de dire et juger qu'il n'y a pas violation de la Constitution ;

D E C I D E :

Article 1er.- Il n'y a pas violation de la Constitution.

Article 2.- La présente décision sera notifiée à Monsieur Mohamed DOUGHAN, à Monsieur le Chef de la section des recherches de Cotonou du groupement régional Sud de la Gendarmerie nationale et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le cinq septembre deux mille dix-sept,

Messieurs Théodore	HOLO	Président
Zimé Yérima	KORA-YAROU	Vice-Président
Bernard Dossou	DEGBOE	Membre
Madame Marcelline C.	GBEHA AFOUDA	Membre
Monsieur Akibou	IBRAHIM G.	Membre
Madame Lamatou	NASSIROU	Membre

Le Rapporteur,

Le Président,

Professeur Théodore HOLO.-

Professeur Théodore HOLO.-

